

Réinventons la démocratie européenne

Elections et référendums sont des instruments dépassés. Si nous ne faisons pas évoluer notre système, l'Union européenne pourrait bientôt disparaître sous la vague populiste. D'où l'idée de recourir au tirage au sort

Par DAVID VAN REYBROUCK

Le Brexit comme Trump illustrent douloureusement le dangereux chemin emprunté par toutes les démocraties occidentales : la réduction de la démocratie au vote. Notre refus de changer les méthodes a fait de l'agitation et de l'instabilité politiques des traits distinctifs de la démocratie occidentale. Ce constat pourrait aussi bien s'appliquer à l'Union européenne que préside Jean-Claude Juncker.

Et ce n'est pas tout. En décembre, l'Autriche pourrait élire son premier chef d'Etat d'extrême droite de l'ère moderne, que l'UE laisse au mieux indifférent. L'Italie pourrait être profondément secouée si le premier ministre Matteo Renzi perdait son référendum sur la réforme parlementaire. La Pologne est en passe de rattraper la Hongrie en termes de régime autoritaire. La Bulgarie regarde de plus en plus vers la Russie après les élections du 13 novembre. Et l'Allemagne, où le parti eurosceptique Alternative für Deutschland (AfD) bat déjà la CDU d'Angela Merkel dans certaines élections régionales, connaît une montée constante du populisme de droite à l'approche de l'élection de 2017.

Des dizaines de sociétés occidentales sont actuellement touchées par ce que nous pourrions appeler le « syndrome de la fatigue démocratique ». Ses symptômes peuvent être la fièvre des référendums, la baisse du nombre de membres des partis politiques, la faible participation électorale, ou encore l'impuissance

des gouvernements et la paralysie politique – faisant face à l'observation incessante des médias, à la méfiance généralisée du public et aux soulèvements populistes. Néanmoins, le problème n'est pas la démocratie, mais le vote.

Le continent européen s'effondre. Dans son discours sur l'état de l'Union, en septembre, Jean-Claude Juncker a admis que l'Europe traversait, « du moins en partie, une crise existentielle ». Mais alors, pourquoi n'avons-nous même pas le début d'une vision nouvelle et audacieuse de ce que pourrait représenter la démocratie européenne ?

Jusqu'à présent, l'UE a donné au Brexit la pire réponse possible, en haussant les épaules et en retournant aux considérations techniques du jour. Comme si elle disait : « La campagne pro-Brexit était fondée sur tellement de mensonges que l'UE n'a pas à faire d'introspection. Il n'y aura pas de réaction en chaîne. »

Jusqu'à présent, Jean-Claude Juncker a donné la pire des réponses possibles à l'élection américaine, en reprochant à Donald Trump son ignorance : « Nous aurons deux années de temps perdu jusqu'à ce que M. Trump ait fait le tour du monde qu'il ne connaît pas. » C'est peut-être vrai, mais le fait d'écarter sans ménagements les Trump, Farage et autres Johnson en les traitant d'idiots et de menteurs, tout en refusant de prendre au sérieux la colère et la crainte des millions d'électeurs qui sont derrière eux, ne fait que jeter de l'huile sur le feu.

DEUX EUROPE OPPOSÉES

Il existe à nouveau deux Europe. Et, cette fois, ce n'est pas l'Est contre l'Ouest, où le capitalisme contre le communisme. La division se situe entre ceux qui se sentent représentés politiquement et ceux qui ont l'impression d'être laissés pour compte – jusqu'à l'arrivée d'un dirigeant populiste. Martin Schulz, président socialiste du Parlement européen, a récemment appelé à un « soulèvement des décents », stigmatisant ainsi une grande partie de l'autre Europe, celle des « indécents ». Je suis surpris, moi qui croyais encore que le socialisme consistait à se soucier des plus défavorisés.

Selon Guy Verhofstadt [ancien premier ministre belge, député européen et président du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe au Parlement européen], la réponse à donner à Trump n'est pas plus de démocratie en Europe, mais plus de défense. Comme si le plus grand danger ne venait pas de l'intérieur ! La principale menace pour l'UE, aujourd'hui, n'est pas la Russie, mais l'UE elle-même. Cela n'a pas empêché l'ancien président du Conseil européen Herman Van Rompuy de déclarer récemment : « Je suis toujours forcé de rire lorsque les gens se mettent à parler du



OLIVIER BONHOMME

déficit démocratique. Je reconnais que l'UE doit mieux fonctionner, mais sa qualité démocratique est irréprochable. »

Je ne partage pas cette opinion. La principale raison de l'effondrement de l'UE est le fossé existant aux yeux du public entre ses citoyens et Bruxelles. Il est temps que les premiers aient leur mot à dire sur l'Europe, pas seulement par le biais de la représentation, mais aussi par celui de la participation. Cocher une case tous les cinq ans ne suffit pas. Où est la volonté raisonnée du peuple dans tout cela ? Où les citoyens européens ont-ils la possibilité d'obtenir les meilleures informations possibles, de dialoguer entre eux et de décider collectivement de leur avenir ? Certainement pas dans l'isolement.

Les gens veulent être entendus. Il existe un bien meilleur moyen que les élections et les référendums pour laisser la population s'exprimer, qui est de reve-

nir au principe central de la démocratie athénienne : la désignation par tirage au sort. Depuis les écrits de Bernard Manin, Loïc Blondiaux et Yves Sintomer, nous savons que, dans la Grèce antique, la vaste majorité des fonctions publiques étaient attribuées par tirage au sort. Les cités-Etats de la Renaissance, telles que Venise et Florence, fonctionnaient sur le même principe et ont conservé plusieurs siècles de stabilité politique.

Avec la sélection par tirage au sort, on ne demande pas à tout le monde de voter sur une question que peu de personnes comprennent vraiment, mais on désigne au hasard un échantillon de la population et on veille à ce qu'il se saisisse du sujet afin de prendre une décision raisonnée. Un échantillon représentatif de la société qui est informé peut agir de façon plus cohérente qu'une société entière qui ne l'est pas.

Prenons donc les Européens au sérieux. Laissons-les s'exprimer. Pourquoi instruire les masses si on ne leur permet pas de parler ? Prenons l'exemple de l'Irlande, la démocratie la plus novatrice d'Europe. A la mi-octobre, 100 Irlandais tirés au sort ont été réunis au sein d'une assemblée citoyenne. Voici un pays qui fait confiance à ses citoyens, au lieu de les craindre. Au cours de la prochaine année, ils aborderont cinq sujets, notamment l'avortement, les référendums et le changement climatique. Ils inviteront les experts qu'ils souhaitent entendre.

Cette assemblée est la deuxième de ce type : en 2013-2014, une procédure similaire a été utilisée pour demander à des citoyens irlandais de formuler des recommandations de politique sur une série de sujets, dont le mariage gay. Leur proposition de réforme constitutionnelle a ensuite été soumise à un référendum national. C'était la première fois dans l'histoire moderne qu'une Constitution était modifiée à l'issue d'une délibération avec un échantillon de la population. Voici donc une façon de pratiquer la démocratie au XXI^e siècle.

DYNAMIQUE ET DIALOGUE

Et si Jean-Claude Juncker convoquait une assemblée citoyenne similaire dans l'Union européenne ? Chaque Etat membre pourrait sélectionner un échantillon de 100 citoyens tirés au sort et les réunir pendant quatre jours afin de répondre à une grande question : « Comment rendre l'Union européenne plus démocratique d'ici à 2020 ? » Du Portugal à l'Estonie, les participants disposeraient tous du même temps et des mêmes éléments d'information. Au bout de trois mois, 20 délégués de chaque convention nationale, de nouveau désignés par tirage au sort, se réuniraient à Bruxelles pour finaliser une liste de 25 priorités communes pour la politique future.

Cela constituerait un réel changement. En laissant les citoyens s'exprimer, le président Juncker obtiendrait un ordre du jour des actions futures qui serait généré en partant de la base. Il accorderait aux citoyens un rôle actif dans la détermination de leur Europe. Il montrerait une voie innovante entre ceux qui demandent « plus d'Europe » et ceux qui veulent « retrouver leur pays », et créerait une nouvelle dynamique entre les Etats membres et Bruxelles. Et, surtout, il amènerait les deux Europe à dialoguer réellement, au lieu de se livrer à des diatribes virtuelles. ■

David Van Reybrouck, fondateur de l'initiative G1000, est l'auteur de « Contre les élections » (Actes Sud, 2014)

**UN ÉCHANTILLON
REPRÉSENTATIF
DE LA SOCIÉTÉ QUI
EST INFORMÉ PEUT
AGIR DE FAÇON PLUS
COHÉRENTE QU'UNE
SOCIÉTÉ ENTIÈRE
QUI NE L'EST PAS**